



Communiqué de presse

12 avril 2018

Le monde rural, un territoire d'avenir

Laurence
Guillermou

chargée de
communication

—
T : 01 43 57 16 16

M : 06 82 81 40 82
—

108/110, avenue
Ledru-Rollin
75544 Paris Cedex 11

Emmanuel Macron déclarait le 17 juillet dernier lors de la Conférence nationale des territoires : « Ce que demande la ruralité, ce n'est pas l'aumône, ce n'est pas d'être compensé. C'est d'avoir les mêmes chances de réussir que d'autres territoires de la République. ». Il a ensuite précisé sa pensée en matière d'éducation en affirmant : « Les territoires ruraux ne peuvent plus être la variable d'ajustement. Il n'y aura plus aucune fermeture de classes dans les zones rurales. »

Cette déclaration du président de la République est aujourd'hui démentie par les chiffres et par les remontées des parents d'élèves sur le terrain. Ces chiffres, donnés par le ministère de l'Éducation nationale, sont par ailleurs également contredits par les syndicats enseignants qui relèvent plus de 600 fermetures dans les territoires ruraux.

Le président de la République sera jeudi 12 avril, l'invité du journal télévisé de Jean-Pierre Pernaut. Il a choisi comme cadre de cette interview une école d'un petit village de l'Orne.

La FCPE espère que ce choix augure notamment des explications sur ces fermetures de classes annoncées aux parents d'élèves dans les zones rurales. Les conventions ruralité, mises en place depuis plusieurs années et censées anticiper les pertes d'effectifs en mettant en œuvre des solutions concertées portées par les acteurs des territoires, arrivent à leur terme et l'on voit apparaître des difficultés dans la mise en œuvre réelle de ces conventions.

Si une école dans un territoire rural ne peut, à elle toute seule, rendre ce territoire attractif pour de nouveaux habitants, il est certain que lorsque l'école ferme, le territoire se vide de ces habitants.

Nos campagnes, ou zones montagnardes, ne demandent pas d'être « compensées », elles demandent des cadres de vie permettant leur développement ! Aujourd'hui, il faut

maintenir des conditions d'enseignement qui permettront aux familles demain, de s'installer sur ces territoires.

Le monde rural doit être considéré comme un territoire d'avenir, rassemblant, malgré ses spécificités, les services publics auxquels chaque citoyen a le droit. L'école publique doit y être maintenue. Au-delà de l'image et du symbole, les parents d'élèves espèrent que le déplacement du président de la République dans une école de milieu rural augure un changement de cap